

Soins médicaux—Loi

médecins font bien leur possible. Le service hospitalier, l'infirmier font bien leur possible, mais l'argent n'achète pas nécessairement la qualité des services.

De toute façon, je pense qu'il est important de dire avec insistance qu'avec le genre d'administrateurs que nous avons dans notre système de fédéralisme canadien, nous serons toujours dans une situation de conflits, parce que ce sont des positions de provocation que nous prenons. Ce soir, le gouvernement présente un projet de loi dans lequel il dit qu'à partir de maintenant lui, le gouvernement fédéral, paiera 50 p. 100 des coûts. Il est menteur lorsqu'il le dit, puisque ce n'est pas lui qui paie, ce sont les Canadiens. Les Canadiens se «foutent» de savoir si l'assurance-maladie sera payée par Ottawa ou par la province, ce qu'ils veulent, c'est la qualité et la quantité des services qui leur seront convenables et auxquels ils ont droit.

Mais nos politiciens, tant à Ottawa que dans la province de Québec, se vantent. Et combien de fois mes vis-à-vis ont entendu des députés et ministres de l'Union nationale se vanter du fait que grâce à eux tel bout de chemin s'est fait. On a déjà entendu cela. Et je l'ai entendu aussi chez les libéraux du gouvernement Bourassa. Grâce aux libéraux de Bourassa, tel bout de chemin a été fait; l'assurance-maladie est maintenue, l'aide sociale est payée. On entend à Ottawa aussi des ministres dire que grâce à tel ministre, telle subvention a été donnée. Grâce au gouvernement libéral, telle chose a été faite. Monsieur le président, les politiciens qui ont ce genre d'attitude contribuent à diviser les Canadiens, contribuent à mêler les Canadiens quant aux ordres constitutionnels. Et c'est tellement vrai ce que je dis qu'à plusieurs occasions le très honorable premier ministre (M. Trudeau) se plaignait, ainsi que d'autres ministres, du fait que la participation fédérale n'était pas mentionnée dans certains projets.

Tout cela pour démontrer, monsieur le président, l'importance que les politiciens, tant à Ottawa qu'à Québec, accordent à l'information du public sur la provenance de l'argent, mais les politiciens accordent si peu d'importance au fait que l'argent vient des poches des contribuables. Je serais curieux, monsieur le président, que l'on demande aux citoyens s'ils ont l'impression qu'ils en ont pour leur argent, avec les taxes qu'ils paient.

Monsieur le président, je ne voudrais pas m'éterniser sur ce sujet, mais je trouve révoltant ce genre d'attitude.

Ce soir, le gouvernement nous demande de supporter sa position, de limiter ou de plafonner sa participation financière à 50 p. 100 des coûts. Qu'arrivera-t-il par la suite? Ceci est force de loi à Ottawa, ceci met les provinces dans une position d'acceptation *sine qua non*. Ils n'ont plus le choix. Et ensuite on viendra nous vanter le mérite du fédéralisme, puis on viendra dire que les séparatistes ont tort, qu'ils soient du Québec ou de d'autres provinces. Au fait il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas que de séparatistes qu'au Québec.

Monsieur le président, je crois que le gouvernement actuel fait une erreur très grave en nous imposant ce bill, en voulant qu'on l'adopte à la vitesse, sans qu'on aille vraiment au fond des choses. Ce gouvernement n'est pas capable ce soir de nous donner la garantie formelle de la participation des provinces. Ce gouvernement n'est pas capable de nous dire non plus où les provinces prendront l'argent pour participer. Monsieur le président, lorsque l'on ne veut pas répondre à nos questions sur ce genre de sujet, on nous parle de péréquation. On dit que la péréquation va régler le problème. La péréquation, c'est le genre de rouleau compresseur qui arrive, qui fait la justice et l'égalité entre les provinces. Monsieur le président, cela est un

argument bien facile, puisqu'il est tellement superficiel que bien peu de personnes le comprennent. Tout cela est laissé tellement obscur pour le commun des mortels que finalement, encore une fois, les politiciens peuvent essayer de faire avaler n'importe quoi.

Je tiens à me dissocier de ce genre de mesures législatives. Je pense que le gouvernement, ce soir, devrait avoir une attitude positive. Ce n'est pas nous qui avons inventé l'assurance-maladie, je le dis bien humblement. Le gouvernement, un beau jour, s'est levé et a dit: Vive l'assurance-maladie, vive le gouvernement qui a pensé de donner l'assurance-maladie! Votez pour nous pour l'assurance-maladie!

Je me souviens d'avoir entendu ce genre de chose au Québec, dans ma propre circonscription. Les gens crurent de bonne foi—bon sens qu'ils en ont de la bonne volonté pour croire tout ce qu'on leur dit—et, monsieur le président, voilà que maintenant le gouvernement, voyant la hausse des coûts, ne peut pas nous dire que la qualité s'en soit accrue. Voilà que le gouvernement fait un pas en arrière et dit: Je ne vais payer que 50 p. 100, les enfants, pour le reste, débrouillez-vous! Débrouillez-vous pour le reste! Le gouvernement ajoute: Mais c'est un programme à frais partagés. Si c'est un programme à frais partagés, cela signifie, monsieur le président, que les provinces sont d'accord pour payer les autres 50 p. 100. Cela signifie que les provinces ont évalué leur capacité de payer aux 50 p. 100 manquant, si c'est un programme à frais partagés.

C'est ou bien un programme provincial, ou bien un programme fédéral, ou bien un programme à frais partagés. Le gouvernement n'est pas prêt à laisser l'ensemble de cette juridiction aux provinces. Les provinces ne sont pas prêtes à laisser cela au fédéral non plus, et pourtant, les deux veulent que ce soit à frais partagés. Ils ne s'entendent pas. Ils ne discutent pas parce que là encore, c'est un problème d'argent. Les politiciens parlent, les financiers mènent. Voilà la réalité, monsieur le président, de la politique canadienne. On aura beau vouloir jouer à l'autruche, ne pas l'admettre, mais c'est quand même encore une fois une chicane d'argent. On aura beau dire que les créditistes ne parlent que d'argent, ce soir, les libéraux présentent un projet de loi qui parle de quoi? Qui parle d'argent. Et pourquoi le gouvernement fédéral veut-il couper à 50 p. 100? C'est parce qu'il manque d'argent. Qui paie, monsieur le président? Ce sont les Canadiens.

● (2120)

Au nom de mes concitoyens de Lotbinière, monsieur le président, je tiens à dire que je veux me dissocier de ce projet de loi, que je vais sûrement voter contre, parce que ceci va à l'encontre de l'unité canadienne. Ce n'est pas de cette façon que l'on négocie avec nos partenaires que sont les provinces. Si le Canada existe, c'est bien parce qu'il y a des provinces. Le Canada, en fait, n'est que l'union de provinces. Ce n'est pas le Canada, en fait, qui est le premier gouvernement au Canada, ce n'est pas le gouvernement fédéral, contrairement à ce que pensent les libéraux, ce sont les gouvernements provinciaux, et notre confédération ne sera forte que dans la mesure où chaque province aura sa place. Ce n'est pas par ce genre de mesures législatives à rouleau compresseur qu'on aura une union forte. Il ne faudra pas s'étonner, monsieur le président, si on a des scissions complètes dans le pays vis-à-vis de telles mesures. Je vois le député de Laval (M. Roy) en face de moi. Je lui rappellerai un exemple. Les libéraux, et je m'excuse d'en parler ce soir, les libéraux étaient tout heureux de voir les conservateurs se diviser à leur congrès à la chefferie. J'en ai entendu moi-même plusieurs émettre des commen-